



Au Brésil, la Coupe est pleine !

Il y a sept ans, le Brésil était choisi par la FIFA pour être le pays hôte l'édition 2014 de la Coupe du monde de football. La nouvelle avait alors été accueillie avec enthousiasme par les brésiliens. Pourtant, à compter de 2013, la ferveur a souvent laissé place à l'amertume. Au point qu'une large majorité de brésiliens, dans un sondage récent, estimait que la Coupe, sur le plan extra-sportif, allait générer pour leur pays plus de préjudices que d'avantages. Divers collectifs militants ont d'ailleurs promis de manifester aux abords des stades les jours de match. De son côté, à moins d'un mois de l'ouverture du Mondial, la presse internationale s'inquiète et s'effraye des violences et de l'insécurité que connaissent les villes où il se disputera.

Aussi pour tenter d'expliquer ces mécontentements, préciser le coût économique réel de cette édition 2014, analyser les problèmes de sécurité, leur possible impact sur le déroulement du Mondial et sur les élections d'octobre prochain, voici la première partie de l'entretien de Stéphane Monclaire, maître de conférence à l'université Paris 1 (Sorbonne) et chercheur au CREDA.

La seconde partie sera mise en ligne très bientôt.

Autres Brésils : Beaucoup de brésiliens considèrent que trop d'argent a été dépensé pour la Coupe du monde. Ont-ils raison de penser que cette Coupe est chère ?

Stéphane Monclaire : En valeur absolue, c'est-à-dire à regarder uniquement les dépenses qu'elle a occasionnée, oui incontestablement. Mais on ignore encore quelles seront exactement les retombées économiques directes et indirectes à court et surtout à long terme.

Autres Brésils : Pour l'instant à combien se montent ces dépenses ? Les chiffres avancés ici et là sont loin d'être identiques.

SM : Le plus souvent c'est parce que les postes de dépenses observés ne sont pas les mêmes. Commençons donc par les stades. Il y en a douze et c'était le nombre promis en 2006 par le président Lula lorsque son pays peaufinait sa candidature auprès de la FIFA pour l'organisation de ce Mondial. Ensemble ils étaient alors censés coûter 2,8 milliards de reais. Ce chiffre était sans doute volontairement minoré, afin de ne pas effrayer les brésiliens et montrer ainsi à la FIFA que la candidature du Brésil était soutenue par sa population. Une fois cette candidature acceptée, le Comité organisateur [placé sous la tutelle du gouvernement et donc de la présidence de la République] lança la procédure du



choix des villes et des stades dans lesquelles les matchs seraient disputés. Dix-huit villes postulèrent. Chacune d'elles faisait déjà partie de la liste des villes-sièges pressenties qui avait été présentée à la FIFA lors de la candidature du Brésil. Dix huit villes appartenant chacune à une unité fédérative distincte ; le

Brésil comptant vingt-six Etats fédérés et un District fédéral. Au printemps 2009 douze de ces dix-huit villes furent retenues. Parmi elles il y a quatre capitales d'Etats fédérés de la région Nordeste : Fortaleza, Natal, Recife et Salvador. Il y a aussi deux des trois capitales de la région Sud : Porto Alegre et Curitiba. Le centre et le nord du pays n'ont pas été oublié : la capitale fédérale bien sûr, c'est-à-dire Brasília ; Cuiabá, centre de l'agro-business brésilien en tout cas de celui du soja ; et Manaus, principale ville d'Amazonie. Enfin, trois des quatre capitales de la région sud-est, la plus riche du pays : Belo Horizonte, São Paulo et Rio de Janeiro. Ce double principe de refuser qu'une même ville ou qu'une même unité fédérative puisse avoir le privilège d'avoir au moins deux stades pour la Coupe du monde, n'a évidemment pas été sans conséquence économique.

Autres-Brésils : Sur ces douze stades, tous ne sont pas totalement neufs.

SM : C'est exact, puisqu'en 2009 fut décidé que seuls deux seraient créés de toute pièce : l'Arena Pernambuco à Recife et l'Arena Corinthians à São Paulo. Les dix autres existaient déjà mais ne correspondaient au cahier de charges de la FIFA, il convenait donc de les réaménager, parfois très profondément, comme par exemple pour le Maracanã à Rio de Janeiro, ou de les raser, comme à Manaus ou Cuiabá, pour laisser place à des stades flambants neufs. Faire du neuf avec du vieux n'a rien d'inédit. C'était, par exemple, déjà le cas pour la Coupe du monde 1998, disputée en France.

Autres-Brésils : Combien au total ces stades ont-ils coûté ?

SM : Beaucoup plus que prévu. En janvier 2010, après que fut connu le projet architectural de chacun d'eux et de leurs abords respectifs, la Cour des comptes fédérale, appelée au Brésil TCU, estimait qu'il faudrait déboursier 5,66 milliards de reais. C'était déjà le double de ce qui avait été indiqué en 2006 par Lula. Maintenant que ces douze stades sont achevés, on s'aperçoit que la facture est encore plus lourde : 8,05 milliards de reais, c'est presque trois fois le prix initialement annoncé et 42% de plus que les prévisions du TCU au début 2010.

Autres Brésils : 8 milliards de reais, cela fait à peu près 2,6 milliards d'euros...

SM : Attention aux conversions en monnaie étrangère ; elles sont source d'illusions. Certes au change actuel ça fait bien cela. Mais demain, si le real cède encore du terrain face à la devise européenne, cela fera moins. Regardez : fin mai 2013 il fallait 2,75 reais pour avoir un euro. Aujourd'hui, il en faut 3,10. En un an le real a donc perdu 13% de sa valeur face à la monnaie européenne. De sorte que si on calcule le coût des stades en fonction du change de l'an passé, on frôle les 3 milliards d'euros. Plus le réal se déprécie, plus les français ou les allemands ont donc l'impression que la facture n'est pas si élevée que cela. Mais en réalité elle l'est. Donc tâchons de raisonner en reais, en ayant en tête quelques repères permettant de mieux nous représenter ce à quoi correspondent ces 8 milliards de reais.



Autres Brésils : Par exemple ?

SM : C'est 4,7% de l'impôt sur le revenu versé par les ménages brésiliens en 2013 ou bien 3,6 fois le budget 2013 du ministère des Affaires étrangères, ou encore 12% de celui de la Défense toujours en 2013. Ça équivaut aussi à 32% des allocations versées l'an dernier aux bénéficiaires du fameux et très populaire programme *Bolsa família*. Ce n'est donc pas une petite somme.

Autres Brésils : Ces stades, au taux de change actuel, sont-ils plus chers ou non que ceux de dernières Coupes du monde ?

SM : Pris dans leur ensemble, oui. Les douze stades de la Coupe 2006 en Allemagne avaient au total coûté 4,2 milliards de reais. Quatre ans plus tard l'Afrique du Sud a payé à peu près la même chose: 4,1 milliards ; mais elle n'avait que dix stades. Toutefois, attention ! N'oublions pas que les exigences de la FIFA vis-à-vis des pays organisateurs sont, de quatre en quatre ans, chaque fois plus nombreuses. Le cahier des charges est ainsi devenu très lourd. Cela biaise les comparaisons. Pour 2014 le Brésil a dû faire davantage que ce qui était imposé à l'Afrique du Sud en 2010, et celle-ci avait déjà fait plus que n'avait eu à faire l'Allemagne en 2006. C'est vrai, par exemple pour les écrans géants, les installations sanitaires, la toiture, les issues d'urgence et les abords immédiats des stades. Toutefois la FIFA n'est pas l'unique responsable de cet accroissement continu des dépenses. Les pays hôtes sont aussi victimes de leurs propres agissements. Ils font des choix architecturaux et de matériaux qui élèvent fortement le prix de construction ou des aménagements.

Autres Brésils : Récemment quelques journaux brésiliens et des bloggeurs ont publié des statistiques, sur ce Mondial et les deux précédents, dans lesquelles le prix de chaque stade est divisé par le nombre de sièges, c'est-à-dire de places assises qu'il comprend. Quels commentaires vous inspirent-elles ?

SM : Pour qui aime faire des comparaisons dans le temps, cette méthode présente un gros avantage : elle permet contourner le double obstacle que constituent les différences de nombre de stades d'une Coupe à l'autre et les différences de gabarit de ces stades. Mais plusieurs Coupes c'est aussi plusieurs pays et donc plusieurs monnaies. On se heurte au problème de l'éventuelle variation de leur taux change d'un millésime à l'autre. Si on calcule en reais et en fonction de la valeur actuelle du real, on s'aperçoit que le prix par siège pour la Coupe 2014 est presque deux fois supérieur à celui constaté en Allemagne il y a huit ans : 12.123 reais contre 6.412 reais. Il est aussi supérieur de 72% à celui observé en Afrique du Sud il y a quatre ans. Ces écarts sont trop considérables pour provenir uniquement ou principalement des variations de la devise brésilienne dans le temps, puisqu'en huit ans le real ne s'est pas effondré face à l'euro, et puisque ces quatre dernières années il n'a pas non plus dévissé par rapport au rand. Le prix par siège, du Mondial 2014, est donc très élevé. C'est d'autant plus surprenant, vu le coût du travail au Brésil. Les salaires versés à la main d'œuvre, même qualifiée, y sont très modestes comparés à l'Allemagne. Ils sont aussi plus bas qu'en Afrique du Sud. Certes, pour construire ou aménager un stade, ce qui coûte le plus cher ce n'est jamais la masse salariale ; c'est le reste. Mais le prix des matériaux ne peut avoir à ce point changé en quatre ou huit ans, sauf en ce qui concerne l'acier, pour expliquer une telle envolée du prix par siège. Et le cahier des charges n'a pas à ce point enflé pour justifier de tels écarts



de prix par siège.

Autres Brésils : Et si on prend le dollar comme monnaie de référence, cela fait une grande différence ?

SM : Non, si on prend la valeur actuelle de celui-ci, on retrouve des écarts du même ordre. Par exemple, même si c'est là le cas le plus extrême, le prix par siège du stade Mané Garrincha à Brasília est 146% supérieur à celui du Peter Mokaba Stadium, où se jouèrent il y a quatre ans plusieurs matches : 8.830 dollars contre 3.594 dollars ! Pourtant le stade de Brasília n'avait besoin que d'aménagements, certes assez gros, alors que l'autre a dû être construit de « A » à « Z ». On peine à trouver des justifications à de tels écarts de prix. Toutefois, bien que rien ne puisse les justifier, des raisons les expliquent : corruption, surfacturation et mauvaise planification des travaux. On en reparlera sans doute tout à l'heure. Car ce qu'il faut bien comprendre pour l'instant, c'est que du fait de ces très grands écarts, il est juste de dire que le Mondial 2014 est cher. Il est même très cher, car aux dépenses des stades, il convient d'ajouter celles, plus importantes encore, consacrées aux infrastructures d'accompagnement dans les douze villes-sièges de la Coupe du Monde. Concrètement, il s'agit de dizaines de vastes chantiers, principalement des agrandissements d'aéroports et des systèmes de mobilité urbaine.

Autres Brésils : Faut-il vraiment ajouter ces autres dépenses aux 8 milliards des stades, car parmi celles-ci il y a par exemple des aménagements de ports, notamment de quais dans le cas de Rio de Janeiro ; or cela n'a guère de lien avec le football.

SM : S'agissant de ces quais, ils seront bien utiles en 2016 lors des Jeux Olympiques puisqu'une partie des touristes sera logée sur de gigantesques bateaux-hôtels qui ont besoin de pouvoir s'amarrer à des quais compatibles avec leur taille et leur nombre. Reste que les JO ce n'est pas la Coupe du Monde. En revanche les quais et autres aménagements du port de Fortaleza sont bien pour cette Coupe du monde. Reste que vu sous l'angle de la finalité pratique de ces dizaines de chantiers, vous avez en partie raison. Un bon tiers d'entre eux ne sont pas liés aux demandes très pointillistes de la FIFA. Ne le sont que ceux qui permettront d'acheminer les spectateurs aux stades. Par exemple des tramways, des lignes de métro créées ou prolongées. Les aéroports n'entrent pas pleinement dans ce cadre. Certes l'agrandissement ou la construction d'un hall passagers peut s'y inclure, mais pas une tour de contrôle comme celle édiflée par exemple à Salvador. Toutefois sur le plan symbolique, il en va très différemment. Car lorsque ces projets ont été décidés, les autorités fédérales et locales les ont présentés aux brésiliens comme une sorte de package. Il y aurait les stades et ces infrastructures ; l'ensemble étant supposé représenter un bon en avant dans la modernité. La Coupe, en débordant ainsi des stades, était présentée et devenait une opportunité de développement et de modernisation. Alors, puisque politiquement les choses ont été présentées et justifiées ainsi, il n'est pas illogique, de coller l'étiquette « Coupe du monde » aux dépenses effectuées pour ces infrastructures, ni donc d'additionner leur prix à celui des stades. C'est d'ailleurs ce que fait le TCU.



Autres Brésils : Ces infrastructures c'est combien de grands travaux et ont-elles aussi coûté bien plus cher que prévu ?

SM : En 2010, lorsque le TCU en a estimé leur coût, 82 gros chantiers étaient prévus. Ensemble, cela donnait 17,4 milliards de reais. C'était trois fois le prix alors prévu des stades. C'était aussi 76% de ce que l'Etat fédéral destinait à l'enseignement supérieur public cette année-là ! Toutefois en 2011-2012 le gouvernement, par prudence, a voulu réduire d'environ 3 milliards cette enveloppe budgétaire. Pour cela il a supprimé 29 de ces 82 projets, a raboté les 53 restants et y a ajouté 28 autres moins coûteux. Aujourd'hui on s'aperçoit que malgré le versement progressif de ces 14,7 milliards de reais, plusieurs de ces chantiers ne seront terminés que cet automne, donc après la coupe. Et une poignée ne le sera qu'en 2015, voire 2016. Ils devaient pourtant être finis, au plus tard, le 31 décembre 2013. Evidemment ces retards ont déjà engendré et engendreront des surcoûts.

Autres Brésils : De combien ont été ces surcoûts et a-t-on une idée de ceux à venir ?

SM : La presse l'ignore. D'abord parce qu'un chantier terminé ne signifie pas nécessairement que le projet a été totalement réalisé. En effet, le gouvernement ne tient pas à se voir reprocher, comme cela a été le cas pour les stades, une envolée des dépenses. Rappelez-vous : en juin 2013, à la veille de la Coupe des Confédérations [compétition internationale de la FIFA disputée au Brésil du 15 au 30 juin dans plusieurs des stades construits ou aménagés pour la Coupe du monde, et remportée par l'équipe du Brésil], le Comité organisateur de la Coupe avait rendu public le montant des dépenses effectuées pour les stades. La population avait ainsi découvert qu'ils avaient coûté beaucoup plus chers que prévu. Or quelques jours plus tôt, avait débuté dans plusieurs grandes villes un mouvement social contre les hausses du prix des tickets de transports en commun et contre la répression policière à l'encontre des toutes premières manifestations. Cette annonce du prix réel des stades a simultanément avivé et élargi ces mécontentements. Elle a contribué à faire descendre dans la rue des millions de brésiliens et a donné naissance à divers slogans dévastateurs pour l'image du gouvernement et de la présidente, Mme Dilma Rousseff. On se souvient de la crise politique que cela avait provoquée. Depuis ces événements, le gouvernement, Dilma Rousseff et les partis qui la soutiennent s'appliquent d'autant plus à faire croire que les dépenses d'infrastructures ne dépasseront pas les 14,7 milliards annoncés il y a deux ans, que les élections approchent. Au mois d'octobre et comme tous les quatre ans, se tiendront la présidentielle, les gubernatoriales et les législatives ; toutes disputées au suffrage universel direct. En cas d'annonce d'un surplus de dépenses pour ces infrastructures, la presse et l'opposition en ferait leurs choux gras. Mme Rousseff, qui brigue un second mandat à la tête du pays, risquerait de perdre des électeurs. Alors on maquille, non pas les chiffres, mais le bilan.

Autres Brésils : C'est-à-dire ?

SM : Oh c'est très simple et très efficace. Depuis l'été dernier, les chantiers en retard ont souvent été élagués. Par exemple, tel ou tel couloir de bus a été ou sera raccourci ; telle station de métro est ou sera moins confortable ; l'extension du terminal passager de tel aéroport est ou sera plus modeste ; etc. Le projet en lui-même ne change pas de nom ; mais il est réduit. De sorte que du point de vue comptable, l'honneur est sauf : toutes ces amputations de dernières minutes évitent de dépasser ces 14,7 milliards de reais. Donc,



officiellement ça coutera cela, mais les brésiliens n'ont pas actuellement, ni n'auront demain ce qui a été dessiné en 2011-2012. Vous savez, la politique est souvent très cynique.

Autres Brésils : Que dit le TCU ? Lui n'est théoriquement pas prisonnier de ces enjeux électoraux ?

SM : Il est devenu muet, du moins il ne communique plus l'état des dépenses au regard de l'avancée des travaux que ces milliards d'investissements publics étaient initialement censés permettre. Théoriquement chaque trimestre, le TCU, en plus de vérifier le sérieux des appels d'offres, devait faire un état de la situation, donc dire combien avait été dépensé projet par projet et sur la base des schémas décidés en 2011-2012. Or son dernier rapport officiel remonte à mai 2013. Depuis, il se contente d'annoncer le pourcentage des sommes investies par la puissance publique par rapport aux 14,7 milliards prévus, en omettant de préciser les coupes dont tel ou tel chantier a récemment souffert. Et comme il y a eu retard de nombreux chantiers, ces milliards n'ont pas encore été à ce jour tous dépensés. Cela donne l'impression, là encore, que cette barre des 14,7 milliards ne sera pas dépassée. Ici ce n'est pas seulement du maquillage, c'est de l'autocensure ! Décidément le TCU n'est pas à la hauteur de ce que devrait être une Cour des Comptes dans une République digne de ce nom, c'est-à-dire fidèle à son étymologie latine : *res publica* ; la chose publique.

Autres-Brésils : Pourquoi le TCU agit-il ainsi ? Pourquoi cette auto-censure ? Par pression politique ? Par crainte de représailles ?

SM : En partie, mais sa direction cherche surtout à se protéger et à défendre l'institution du scandale. Comprenez-moi : s'agissant des stades... Je parle d'eux parce que nous n'avons pas de bilan comptable sincère pour ces infrastructures, mais on peut leur appliquer le même raisonnement. Il y a deux lectures possibles du grand écart constaté entre le prix final des stades et les prévisions faites en 2010. La première est de considérer que tout est la faute des entreprises, qui ne travailleraient pas assez vite ; de certains de leurs patrons qui procéderaient à de la surfacturation, etc. La seconde jette un doute sur les méthodes qu'a utilisées le TCU pour évaluer le niveau des futures dépenses publiques. Les deux lectures sont justes et doivent être cumulées. Certes le TCU sait additionner ce qui a déjà été dépensé, ne serait-ce que parce que les flux d'argent laissent toujours des traces comptables. Il sait aussi repérer des surfacturations. Il en a d'ailleurs dénoncé et évité plusieurs. En revanche le TCU ne sait pas bien prédire ce que les choses à faire coûteront. Il n'y a pas que lui qui n'y parvient guère. C'est l'ensemble des pouvoirs exécutifs à chaque niveau de gouvernement, donc de l'Etat fédéral, des Etats fédérés et des grands municipes, qui peine à le faire ; certes à des degrés divers. Il y a au Brésil et depuis longtemps un vrai problème de gestion publique. Sauf que d'ordinaire, les dérapages des dépenses publiques choquent moins, en tout cas sont moins guettés et critiqués par la presse, car ils concernent rarement un sujet aussi sensible, pour les brésiliens, que le football. Donc plus l'écart, pour les stades, se creusait entre les prévisions de 2010 et les dépenses effectives, plus les façons de faire du TCU étaient critiquées. Afin de faire taire ces critiques, en tout cas de les atténuer, le TCU a choisi, concernant ces infrastructures, de garder le silence sur ce que coûte en réalité chaque chantier au regard de ce que chacun était initialement censé comporter. De la sorte,



l'écart entre les prévisions 2010 concernant tel ou tel poste de dépenses cesse d'être connu de la presse, des chercheurs et des brésiliens.

Autres Brésils : Pourriez-vous être plus clair ? Que fait ou ne fait plus le TCU ?

SM : Prenons un exemple d'un chantier très en retard. La ligne de tramway qui, à Cuiabá, a été construite pour le Mondial devait relier l'aéroport à différents quartiers. Son trajet a été récemment raccourci. De sorte qu'il n'y a plus besoin de réaliser un viaduc, ni de refaire plusieurs kilomètres de chaussée, ni de réaménager différents carrefours. Cela fait aussi moins d'équipement de stations à payer. Depuis un an le TCU ne communique que le montant global du chantier. On ne peut donc pas savoir combien à couter réellement les premiers kilomètres de ce tramway, la première station, la seconde, la troisième, tel carrefour, etc... par rapport aux prévisions 2010 pour chacun de ces postes de dépenses. Si bien que leur éventuel surcoût n'apparaît pas. En se protégeant ainsi, le TCU tend aussi, qu'il le veuille ou non, à protéger le gouvernement puisqu'il le met à l'abri du probable mécontentement général qu'auraient provoqué l'actualisation et la diffusion de chiffres plus sincères. Bref, le TCU tente de faire baisser la fièvre en cachant le thermomètre.

Autres Brésils : Mais la presse parle de ces retards....

SM : Elle en parle assez mal, dans la mesure où le discours des journalistes est victime de leur manque d'accès à des données chiffrées, actualisées, précises et sincères. Les contraintes de leur métier les obligent à faire vite ; alors ils se contentent des agrégats grossiers et illusoire que le TCU positionne sur les PDF des pages d'accueil de son site internet ; ils reprennent, sans les questionner, les chiffres des communiqués de presse du gouvernement. Mais ce n'est pas qu'une question de temps ou de conditions de travail, c'est aussi une question de compétences et de formation intellectuelle. Car les vraies données sur les rapetissements récents de tel ou tel projet, sur le montant réel des dépenses effectuées par poste, existent. Evidemment elles sont surprotégées au sein de quelques ordinateurs du TCU. Leur examen délivrerait des informations précieuses. Mais le journalisme d'investigation n'est pas une tradition au Brésil. Par ailleurs, je doute fort qu'un journaliste, à supposer qu'il puisse accéder à ces données, puisse se repérer dans le touffu dédale de leur organisation par poste et par payeur : es données détaillées et, de surcroît, ventilées par payeur. Car ces chantiers sont payés à la fois par l'Etat fédéral, par les villes concernés et leur unité fédérative respective. Peut-être le gouvernement ou le TCU livrera-t-il en partie des chiffres plus honnêtes en cas de victoire du Brésil lors de la finale de la Coupe du monde. Car dans l'euphorie qu'elle entraînera, peu de brésiliens leur prêteront alors attention et ceux qui leur auront été attentifs s'en accommoderont probablement. Mais je n'y crois pas trop.

Autres Brésils : Certains élus locaux sont furieux et dénoncent vertement les retards de ces chantiers, les coupes décidées prix de ces chantiers et leurs retards et leurs coûts économique pour leur ville.

SM : Ces critiques auraient sans doute moins vives, en tout cas devant les caméras et les micros, si la population n'apparaissait, dans les sondages, aussi pessimiste quant au bilan de ce Mondial. N'oubliez pas qu'on est en pleine campagne électorale ; beaucoup de ces



élus veulent se montrer proches du peuple et de ses préoccupations. Ces critiques sont par ailleurs très incomplètes. D'une part, au mieux ces personnalités politiques locales connaissent précisément le prix réel des chantiers, le communique tout en insistant sur les éléments infrastructurels supprimés. Mais ils méconnaissent le prix des chantiers situés à l'autre bout du pays, et ce qui y a été précisément supprimés ou non. D'autres part et surtout, ils ne dénoncent pas ou à mot très couvert les fréquentes collusions entre les acteurs locaux de tout ce système. Ils ne disent rien ou presque des arrangements entre élites foncières et élites politiques locales pour la localisation et l'achat des terrains sur lesquels des stades neufs ont été construits. Celui de Recife notamment, situé en forêt à 20 km de la ville et qui y sera reliée par une ligne de métro dont on se demande bien à quoi elle servira en dehors des jours de match. Devant les micros, ils ne sont pas non plus très bavards sur les accointances entre dirigeants de clubs de football, élites politiques et entreprises du BTP et qui ont fait, par exemple, qu'à São Paulo un stade à aménager s'est soudainement transformé en stade à construire. Ils restent discrets sur les liens étroits, parfois familiaux qu'entretiennent certains décideurs-clefs au sein des hautes administrations fédérales, fédérées et municipales avec des chefs d'entreprises du BTP poursuivis pour corruption, quelques avocats et magistrats qui savent retarder sempiternellement l'instruction de ces dossiers, d'éminents membres de Cours des comptes locales compréhensifs et peu regardants, des patrons de presse plus épris de politique et de part de marché que d'information, des dirigeants de l'industrie du tourisme, en particulier hôtelière, et tout un ensemble de dirigeants et cadres politiques. Cet entregent explique une bonne part du coût final des 12 stades, de même que celui de ces infrastructures mal terminées.

Autres Brésils : C'est ce que vous vouliez dire par « problème de gestion publique » ?

SM : Oui, mais ce que je viens d'évoquer n'en est qu'une des facettes. S'y ajoute l'insuffisance de méritocratie dans de nombreux secteurs de la haute-administration brésilienne. Plusieurs structures souffrent d'un manque de professionnalisme et de coordination pour définir des schémas directeurs précis et cohérents, pour arrêter une stratégie adaptée. Le mode de gouvernance n'y est guère performant. Tout cela ouvre des brèches pour la corruption active ou passive, et pour les gabegies budgétaires. Les retards avec lesquels la plupart des stades ont été livrés, et les retards concernant les infrastructures procèdent bien moins d'un trait culturel connu des brésiliens, à savoir une certaine nonchalance à l'égard de la ponctualité, que de ce grave problème de gestion publique.

Autres Brésils : Ce problème de gestion est-il principalement brésilien ou un problème de beaucoup de pays émergents. En Afrique du Sud, pour l'édition 2010 de la Coupe du monde, il y avait eu aussi des retards pour les stades.

SM : Oui mais inférieurs à ceux du Brésil. Là-bas, cent jours avant le coup d'envoi du premier match, huit des dix stades étaient prêts, contre seulement deux tiers des douze construits ou aménagés au Brésil. La question de l'Etat et de l'histoire de son développement est évidemment centrale. Mais le poids du passé n'explique pas tout et ne doit pas servir par avance d'excuse aux erreurs de gestion publique. En Corée, pour le Mondial 2002, les dix stades furent prêts cinq mois avant le premier match. Vous aurez



noté au passage que la Coupe, selon les pays, ne se disputent pas dans le même nombre de stades. La FIFA exige depuis une vingtaine d'années qu'il y en ait au minimum huit. C'est le Brésil qui a choisi d'en avoir douze. Actuellement le Qatar, pays où se déroulera la Coupe en 2022 et qui s'était également engagé à en construire douze, négocie avec la FIFA une réduction à huit et semble être sur le point de l'obtenir. Ce n'est pourtant pas l'argent qui manque à cet émirat du pétrole. Les gens qui ont décidé que le Brésil en offrirait douze n'ont pas pris là une bonne décision.

Autres Brésils : À vous entendre, le gouvernement a donc vu trop grand...

SM : Il a surtout pêché par excès de calculs politiques et électoraux, et par excès d'optimisme économique. Promettre douze stades permettait de satisfaire plus de clientèles d'élus locaux et de mécontenter moins de maires parmi la masse intéressée à ce que leur ville soit désignée siège de la Coupe et obtenir ainsi un stade. Le gouvernement Lula a subi beaucoup de pression et de chantage : « donnez-nous un stade, sinon nous et nos amis cessons de soutenir votre gouvernement ». Un stade c'est aussi une monnaie politique ! A travers eux, Lula a acheté des soutiens. Et dans le pays du football, c'est également un attrape-électeurs, surtout lorsque des élections approchent ; ce qui était le cas puisqu'en 2010 il y allait avoir la présidentielle, les gubernatoriales et les législatives. Annoncer douze stades est une manière de gagner des voix. Mais le Brésil, sans vraiment le savoir, vivait là ses dernières années de globalisation heureuse. La croissance du PIB brésilien était alors relativement forte. Lula et son gouvernement ne pouvaient savoir, pas davantage d'ailleurs que la plupart des experts, à quel point l'économie mondiale et celle du pays allait par la suite ralentir. Ils surestimaient les facilités budgétaires du Brésil pour les années suivantes. Si aujourd'hui et depuis environ 18 mois l'économie brésilienne avait été dans un cycle faste, si les marges de manœuvre budgétaire ne s'étaient pas réduites, et si donc d'amples crédits supplémentaires avaient pu être affectés à la santé et à l'éducation, comme le souhaitent d'ailleurs une immense majorité de brésiliens, la population auraient été moins choquée par le coût réel des stades ; et beaucoup d'habitants des douze villes-hôtes pesteraient moins contre les retards des chantiers d'infrastructure et les embarras que ces chantiers ont causé des mois durant dans divers quartiers.

Autres Brésils : En va-t-il de même pour ces infrastructures ? Le gouvernement de Lula, puis celui de Dilma Rousseff ont-ils fait plus que ce que la FIFA attendait ? Sont-ils coupables de gigantisme ?

SM : Coupe du monde ou pas, beaucoup de ces travaux méritaient d'être faits : le trafic passager et parfois le trafic fret de plusieurs des aéroports de ces douze villes frôlaient la saturation, particulièrement à São Paulo et Curitiba ; et dans plusieurs de celles-ci mais aussi dans d'autres capitales d'Etats fédérés, les conditions de transports collectifs s'étaient fortement détériorées au fil des ans et de la désertification des centres-villes au profit des banlieues. La candidature du Brésil à l'organisation de la Coupe du monde, puis le fait que celle-ci ait été plébiscitée par la FIFA ont accéléré les décisions d'entreprendre ces grands travaux. D'une part, il fallait montrer à la FIFA que le Brésil serait apte à bien recevoir des flux de supporters étrangers. D'autre part, le gouvernement voulait montrer à la population que la question des stades ne constituait pas l'alpha et l'oméga de ses projets de développement et de modernisation du pays. Enfin, le



calendrier électoral a là encore participé de cette accumulation de futurs chantiers. Plus les élections de 2010 approchaient, plus le président Lula ajoutait des projets d'infrastructures dans l'espoir comblé de faire élire sa dauphine, Mme Dilma Rousseff, à la tête du pays ; tout en promettant leur achèvement pour décembre 2013. Vous constaterez que Dilma est revenu sur une partie de ces projets. Puisqu'à l'hiver 2011-2012 elle a souhaité réduire de 3 milliards les dépenses qui devaient leur être consacrées. Les élections étaient passées, le ralentissement de la croissance mondiale se faisait davantage sentir et des problèmes macro-économiques proprement brésiliens devenaient plus nuisibles pour les comptes publics.

Autres Brésils : Donc au total, la coupe a coûté au minimum 22,7 milliards de reais : 8 pour les stades et au moins 14,7 pour les infrastructures.

SM : C'est plus que cela, car vous oubliez les dépenses pour les communications et la promotion du tourisme, soit respectivement 180 millions et 404 millions de reais. Il y a aussi celles pour la sécurité : 1,9 milliards. On en est donc déjà à 25,1 milliards de reais. À ce chiffre, il faut également ajouter le coût des installations dites provisoires et qu'exige la FIFA dans les stades, notamment les nombreux portiques détecteurs de métaux par lesquels sera tenu de passer chaque spectateur à l'entrée de ces arènes. Ces équipements temporaires couteront en moyenne près de 40 millions par stade. Enfin, et c'est trop souvent négligé par la presse brésilienne ou internationale, il y a le coût financier de l'opération Coupe du monde. Car tout l'argent public utilisé ne provient pas des recettes fiscales ; une partie a dû être empruntée.

Autres Brésils : Sait-on en quelle proportion ?

SM : Là encore les communiqués sont opaques ou insuffisamment actualisés. Ce qui est sûr c'est que l'Etat fédéral, depuis longtemps, s'est engagé à payer 55% de la dépense publique. Le reste étant à la charge des douze villes hôtes et, mais dans proportions différentes, de leur Etat fédéré respectif.

Autres Brésils : Il y a des également des partenaires privés.

SM : Bien sûr, mais plusieurs se sont retirés au fil des ans et beaucoup ont réduit leur participation au regard de ce qu'ils avaient annoncé. C'est le cas notamment des filiales brésiliennes de grandes multinationales. La crise internationale n'en est pas la seule cause. La lenteur et autres tracasseries des procédures de PPP [Partenariats entre secteur Public en entreprises Privées] ainsi que le manque de nets avantages fiscaux offerts par ce type de contrats aux entreprises privées, a découragé plusieurs d'entre elles. Là ce n'est plus seulement un problème de gestion publique, c'est aussi pour l'Etat un problème de stratégie de développement. Bref, ces retraits et ces défections ont dû être compensés par des financements publics supplémentaires, et donc par un peu plus d'emprunts. Depuis deux ans, la dette de chacune des douze villes hôtes a en moyenne augmenté de 51%, soit une progression deux fois et demi plus forte que celle observée au cours de la même période dans les capitales des seize Etats fédérés qui ne recevront pas la Coupe. Certes le niveau d'endettement a baissé de 5 points à Salvador, ville où l'équipe de France affrontera la Suisse. Mais il a progressé de 58% à Belo Horizonte, 154% à Recife et 236% à Curitiba. Ces villes doivent donc rembourser les sommes empruntées et en payer



les intérêts.

Autres Brésils : À qui ont-elles emprunté ?

SM : Aux banques que contrôle l'Etat fédéral : la BNDS et la Caixa qui, à leurs égards, ont pratiqués des taux de crédit assez bas. Mais l'Etat fédéral ne peut emprunter à lui-même, ni recourir à la planche à billets sous peine d'accroître l'inflation. Pour se financer, le plus souvent il émet des bons du Trésor. Eux sont associés à un taux attractif, défini par la Banque centrale ; c'est d'ailleurs pour cela qu'ils trouvent preneur sur les marchés. Depuis des années, le taux brésilien est un des plus hauts du monde. Mais qui dit taux élevé, dit intérêt élevé. C'est là une autre source dépenses. De sorte qu'au final cette Coupe va coûter très chère.

Autres Brésils : Selon vous combien ?

SM : Se murmure parfois dans certains bureaux du gouvernement ou du TCU que la barre des 30 milliards de reais pourrait à terme être franchie. En ce cas, le total dépensé serait 30% supérieur au chiffre prévu en 2010 par le TCU. Or rappelons-nous qu'entre temps le gouvernement a renoncé à divers gros chantiers censés valoir 3,5 milliards de reais. S'ils avaient été entrepris et dans l'hypothèse particulièrement optimiste et même utopique où leur réalisation n'aurait effectivement coûté pas plus de 3,5 milliards, le total général pourrait alors dépasser 33,5 milliards de reais, soit 45% de plus que le chiffre annoncé en 2010.

Autres Brésils : La corruption pèse pour combien dans cette facture colossale ?

SM : Impossible de répondre, puisque par définition la corruption relève de transactions que leurs protagonistes souhaitent invisibles, car illégales. Toutefois deux remarques peuvent être faites qui aident à se faire une idée de son volume. Le Brésil n'est pas, loin s'en faut, le pire des pays en matière de corruption. Un des moyens pour tenter de d'évaluer celle-ci consiste à faire passer des questionnaires d'enquêtes auprès des chefs d'entreprises et de hauts-fonctionnaires en leur demandant, sous couvert de discrétion, s'ils ont l'impression, sur la base de leur expérience personnelle, que la corruption baisse ou augmente, d'en préciser la fréquence et d'indiquer les volumes financiers de ces transactions collusives. Depuis des années l'ONG Transparency International mène ce type d'enquêtes dites de perception de la corruption. Selon cet organisme, en 2013 le Brésil occupait le 72° rang mondial dans le palmarès des 177 pays alors étudiés. Ce qui signifie qu'il y aurait 71 pays dans lesquels la corruption est sans doute moindre. Dans ce palmarès, les toutes premières places sont occupées depuis des années par chacun des quatre pays scandinaves et la Nouvelle Zélande. Quant à la France elle stagne au 22° rang. Voilà des éléments qui devraient permettre d'évaluer l'importance de l'impact de la corruption sur la facture globale du Mondial 2014. Mais une Coupe du monde, surtout au Brésil, n'est pas un événement, ni un chantier comme les autres. Le gouvernement savait d'avance que les préparatifs de cette compétition allaient être surmédiatisés. Il savait aussi que tout cas de grosse corruption décelé allait faire la Une de toute la presse écrite et audio-visuelle, et que son image en serait donc écornée. Aussi le gouvernement a donné des instructions très fermes et a mis en place tout un ensemble de procédures inhabituelles pour éviter un tel scénario. Il y a d'ailleurs eu ici et là des procureurs de la République qui ont fait un travail remarquable. Mon sentiment est donc que la corruption



n'est pas le principal fautif de ce surcoût. Je crois que la surfacturation brute, c'est-à-dire sans soubassements corrompteurs, a été plus nuisible. Mais je le répète, la cause principale du surcoût provient des problèmes de gestion publique.

Autres Brésils : Pourriez-vous en donner un exemple ?

SM : Ce ne sont pas les cas qui manquent. Un des plus patents concerne une nouvelle ligne de métro de São Paulo, en fait un aérotrain, qui devait relier l'aéroport de Congonhas au stade de Morumbi dont le propriétaire est le club « São Paulo ». Non seulement il y a eu très peu de consultations des futurs riverains du tracé, ce qui a déclenché une avalanche d'actions en justice de leur part ; et tous ces procès ont maintes fois paralysé ou ralenti ce chantier. Mais en plus, lorsque la FIFA a disqualifié ce stade en mai 2010, au motif que ni le club, ni le comité organisateur de la ville ne présentaient de garanties financières suffisantes, et que fut décidé de construire un nouveau stade, le fameux Arena Corinthians situé de l'autre côté de la ville, la mairie a décidé de poursuivre à tout prix, c'est le cas de le dire, cette ligne d'aérotrain. Il est regrettable que ce qui a guidé des investissements aussi lourds, décidé du tracé que suivra ce moyen de transport collectif, et déterminé le choix des stations, soit un événement sportif, certes considérable, mais par définition éphémère. Ces investissements auraient été bien plus utiles si on les avait dédiés à des solutions correspondant aux besoins quotidiens en matière de transports collectifs, des habitants de multiples quartiers mal desservis de cette ville et de ses banlieues.

Autres Brésils : Il y a aussi le cas des stades sans spectateurs.

SM : Oui, bien sûr et malheureusement. Par exemple à Manaus, le vieux stade a été rasé et a surgi à sa place un stade mirifique : l'Arena de Amazônia. Il devait coûter 499 millions de reais. En réalité 757 millions ont été nécessaires, soit un dépassement de 52% et bien que le projet d'un toit rétractile ait été abandonné en cours de route. Une fois la Coupe finie, le coût d'entretien mensuel de cet édifice de 42.374 places et de ses annexes immédiates est estimé à près de 500.000 reais ; ce coût sera à la charge de la ville. Or Manaus ne possède aucun club jouant en première division, et chaque dimanche, toutes ces dernières années avant que le vieux stade ne soit rasé seuls quelques milliers de spectateurs assistaient aux matches. Par conséquent fallait-il vraiment faire de Manaus une ville hôte ? Et fallait-il y construire un stade, je ne crois pas. Surtout lorsqu'on songe que près de 90% de la population de cette ville vit dans des habitations qui ne sont pas reliées à un système d'égouts !

Autres Brésils : Faut-il en conclure que le Brésil n'aurait pas dû être candidat à l'organisation de cette Coupe du monde ?

SM : Si, il a bien fait, car la Coupe va générer des recettes directes et indirectes. Mais le gouvernement aurait dû s'y prendre différemment. Organiser une coupe moins chère. C'est-à-dire moins de villes, moins de stades et des stades moins budgétivores. Plus de rigueur dans le choix des infrastructures d'accompagnements et des plans d'urbanisme plus rationnels. Depuis quelques mois au Brésil, on entend souvent une plaisanterie qui consiste à demander « quel est le plus puissant urbaniste brésilien ? » et à répondre « Joseph Blatter, le président de la FIFA ». Cette plaisanterie n'est qu'à moitié juste. Elle



relève surtout d'une culture souverainiste ; la FIFA jouant, dans l'imaginaire collectif, le rôle prêté autrefois à l'oncle Sam et aux multinationales. Les responsables de ces trop lourdes dépenses, de ce mauvais usage de l'argent public incombent aussi beaucoup à des groupes d'acteurs brésiliens aisément identifiables, à des méthodes de décisions peu performantes et pas assez au service de l'intérêt général des habitants des villes concernées, comme du reste du pays. À ces acteurs-là, j'ai envie de dire : « n'en jetez plus, la coupe est pleine ».

Autres Brésils : Les reproches que vous faites sont souvent d'ordre technique, du moins ils manient des notions ou des concepts plutôt savants, loin de l'entendement de citoyens brésiliens ou français ordinaires. Comment expliquez que le mécontentement des brésiliens à l'égard du Mondial n'ait cessé de croître dans les sondages tous ces derniers mois, au point de devenir très majoritaire ? C'est un peu surprenant pour un pays dans lequel le niveau moyen d'instruction est assez faible.

SM : Au moins cinq facteurs y ont contribué, mais avant de les indiquer, je voudrais faire remarquer que les habitants, quel que soit leur pays, même lorsqu'ils n'ont pas ou peu fait d'études, ne sont pas des sots. Dès lors qu'on prend le temps de leur d'expliquer les choses avec leurs mots et des exemples qui leur parle, ils parviennent à saisir et à hiérarchiser des enjeux, à repérer la légitimité de telle ou telle politique publique, à entrevoir de façon plus large et plus profonde l'intérêt général, etc. C'est vrai en cas de campagne électorale ; c'est vrai aussi pour cette Coupe du monde. Quand bien même la presse écrite ou audiovisuelle n'a pas toujours manié les bons chiffres, ni a été à la recherche des chiffres les plus heuristiques, elle a souvent fait preuve de pédagogie. Ainsi, lorsque fut connu au printemps 2013 le prix des stades, beaucoup de journalistes rapportèrent le montant de ces dépenses à ce qu'elles auraient permis de faire à la place. Par exemple, combien d'hôpitaux, de collèges, d'ambulances ? Certes ce genre de comparaisons est discutable. Car en raison du fédéralisme brésilien et des compétences respectives de l'Etat fédéral, des Etats fédérés et des municipales, la part incombant à chacun de ces trois niveaux de gouvernement n'est pas celle, en matière d'éducation ou de santé, qui a été fixée pour cette Coupe du monde. En outre, tous les hôpitaux n'ont pas le même prix. De même pour les collèges ou les ambulances. C'est d'ailleurs pourquoi, je ne me suis pas livré à ce type de comparaisons durant cette interview. En revanche, elles frappent plus l'imaginaire d'un brésilien lambda ou d'un français moyen, que celles que j'ai faites avec, par exemple, le budget de la Défense. Elles ont donc, à leur façon, des vertus pédagogiques. Elles tendent à rendre plus concret le coût et le surcoût des stades, aux yeux de beaucoup de lecteurs, auditeurs, téléspectateurs et internautes. Si bien que non seulement elles justifient les critiques, mais simultanément elles élèvent le degré de ces critiques. Et parce qu'elles sont de faciles compréhension, elles viennent nourrir et orienter les conversations privées, les discussions entre collègues de travail ou au sein de la famille. Voilà pour le premier facteur.

Autres Brésils : Et les quatre autres ?

SM : Il y a évidemment le vif intérêt que porte la plupart des brésiliens au football. Celui-ci est ancien ; il préexiste largement à la candidature du Brésil. Il s'est fortement développé dans les années 1930 et accompagne et interagit avec la montée de nationalisme. Les exploits de l'équipe du Brésil [seule équipe de la planète à avoir



participé aux phases finales de chacune des éditions précédentes de la Coupe du monde, 2014 étant la vingtième, et qui en a déjà gagné cinq], puis l'époque du roi Pelé [seul joueur triple champion du monde de l'histoire, 1958, 1962 et 1970] a encore accru cet engouement. L'instrumentalisation par différents médias, principalement TV-Globo, mais aussi par la dictature militaire [1964-1985] de cette passion pour le football a aussi favorisé cet intérêt et cette ferveur. Bref, parce que les brésiliens aiment bien plus le football que beaucoup d'autres peuples, et parce que l'équipe du Brésil, en tant qu'institution, est un puissant vecteur de lien social et de réactivation du sentiment national, les brésiliens ne pouvaient pas être indifférents aux préparatifs de la Coupe du monde. Ils se sont donc rués sur ces articles de presse, prêtés attention aux séquences télévisées parlant du coût de stades. Les supporters qu'ils sont les poussent à regarder ce type d'infos, mais c'est le citoyen qui est en eux qui réagit à ces infos. Par « citoyen » je ne veux pas dire qu'il s'agit d'individus très politisés, épris de démocratie. Je veux simplement dire qu'ils réagissent en tant qu'habitants, en tant qu'usagers des services publics, en tant que contribuables, voire en tant qu'électeur. Ils sont d'autant plus réactifs que la plupart de ces articles ou séquences audiovisuelles adoptent un ton moraliste, qualifient de scandale le prix de ces stades. Or on ne retrouve pas autant ce vocabulaire dépréciatif, ni ce type de commentaires dans les articles ou séquences traitant d'autres politiques publiques dispendieuses ayant connu de gros surcoûts. L'indignation des médias brésiliens est très sélective et politiquement motivée. C'est là le troisième facteur.

Autres Brésils : Donnez-nous en un exemple.

SM : Les articles sur le barrage et l'usine hydro-électrique de Belo Monte, situés sur le fleuve Xingu, tout au Nord du Brésil. Lorsqu'elle sera achevée, cette usine sera, grâce au volume de son réservoir et à ses 18 méga-turbines [principalement construites par le français Alstom] la troisième plus puissante au monde. Les ingénieurs considèrent qu'elle offrira de quoi alimenter en électricité 17 millions de foyers ou de quoi satisfaire un cinquième des nouveaux besoins énergétiques du pays. C'est le plus grand projet en infrastructures du gouvernement de Dilma Rousseff. En 2010 le coût de ce colossal ouvrage était estimé 16 milliards de reais. Quelques mois plus tard et sous la perspective de profits juteux, le consortium d'entreprises qui a emporté l'appel d'offre déboursa 19 milliards de reais pour en être concessionnaire. Mais au fil des travaux, la facture n'a cessé de grimper. On a déjà dépassé les 30 milliards alors que le chantier est loin d'être fini, soit donc un surcoût de 58% que doit assumer ce consortium. Sachant que dans ce consortium, l'Etat brésilien via Eletrobrás est majoritaire, tout cela *in fine* va coûter très cher à l'Etat. Or à regarder la couverture que les grands quotidiens et hebdomadaires généralistes font de la construction de ce barrage depuis qu'a débuté cette envolée des coûts, force est de constater que la quantité d'articles sur le sujet est bien moindre que celle traitant du surcoût des stades. Les sommes engagées sont pourtant près de quatre fois supérieures à celles qui ont été nécessaires pour les stades. Aucun de ces articles n'indique ce que cet argent dépensé en plus aurait permis d'avoir. Ici point de conversions en hôpitaux ou collèges. Leurs auteurs ne paraissent pas scandalisés de ce surcoût, tant ils le commentent à peine. Ils parlent essentiellement, et s'en inquiètent, de l'impact qu'aura ce barrage sur l'environnement ou/et des problèmes des tribus indiennes qui ont été expulsées. Pourquoi ces différences de couverture ? Peut-être parce que ces



journalistes sont moins passionnés de questions économiques et de gestion publique que de football. Plus certainement, parce que les consignes des chefs de rédaction et des patrons de presse ne sont pas les mêmes. Lorsque le surcoût des stades a été connu, ils l'ont reçu comme une aubaine. Voilà, se disaient-ils, un sujet qui va intéresser nos lecteurs, puisqu'il y sera question de football ; et voilà un sujet qui permet de désenchanter la Coupe du monde façon Dilma Rousseff puisqu'il y a un surcoût. Car cette presse-là n'est guère pluraliste. La présidente, son gouvernement et plus encore son parti y sont très souvent critiqués. En dénonçant le coût des stades, ils tentent de décrédibiliser Dilma Rousseff et son discours sur les bienfaits de la Coupe. Ils tentent d'empêcher sa réélection à la tête du pays.

Autres Brésils : Mais si leur intention est de discréditer Dilma, d'amener leurs lecteurs à ne surtout pas voter pour elle, ils devraient donc aussi critiquer fermement le surcoût de Belo Monte. Pourquoi ne le font-ils pas ?

SM : Parce que dans leur tête l'électricité c'est légitime. Il en faut et il en faudra chaque année davantage. Tandis qu'organiser une Coupe du monde de football, cela flatte certes l'égo nationaliste, mais ce n'est pas une impérieuse nécessité. C'est avant tout une option. Autant, lorsqu'il est impératif de faire une chose, on est forcé d'en payer le prix, y compris lorsque celui-ci est peu raisonnable. Autant lorsque cette chose n'est qu'une opportunité qui s'offre, son prix, s'il paraît élevé, devient dissuasif ; et on se passera probablement de cette chose. Ce trait, ce défaut originel de l'évènement Coupe du monde, prédispose tout Mondial aux critiques et rend ces critiques socialement plus audibles, plus acceptables. Ces dernières années, il y a eu des critiques dans chacun des pays organisateurs. Même en Allemagne. Sauf que dans ces pays, les dépenses réelles « stades + infrastructures + sécurité + tout le reste » n'étaient pas aussi grandes, et que le contexte général n'était pas aussi propice au développement des critiques. C'est le cinquième facteur.

Autres Brésils : Qu'entendez-vous par contexte général ? L'inflation ? La baisse de la croissance ?

SM : Oui notamment. Mais c'est plus les perceptions, socialement différenciées, que les brésiliens ont de l'inflation que l'inflation elle-même qui génère chez certains d'entre eux du mécontentement. Les prix à la consommation de plusieurs produits alimentaires de première nécessité ont fortement augmenté depuis 18 mois. Les couches populaires le constatent et en souffrent. Une bonne partie des couches moyennes est très endettée et accepte mal de voir ses revenus progresser moins vite que durant les années du second mandat Lula. Mais il n'y a pas que les impressions sur l'état de la conjoncture économique. Il y a aussi le sentiment d'insécurité, fréquemment réactivé par des faits divers tragiques. La détérioration des conditions de transports ; l'accès aux services de santé qui s'améliore moins vite qu'espéré ; les désagréments face à un système éducatif dont les métamorphoses ne sont pas jugées assez rapides. Tous ces éléments forment le terreau dont s'est nourri le mouvement d'opinion dont vous parliez en tout début d'interview. En effet, depuis un an s'est développé un « Coupe du monde bashing ». Le Mondial, dans ses aspects extra-sportifs, cristallise ces mécontentements diffus, devient un point de fixation et de crispation sociale.



Autres Brésils : Le Mondial serait donc un bouc émissaire ?

SM : En partie seulement. Certes, objectivement les préparatifs de la Coupe du Monde ne sont pas responsables de l'inflation. Mais ce Mondial est loin d'être une victime innocente. Que de politiques publiques utiles au pays auraient pu être menées avec l'argent mal investi à l'approche de cette Coupe du monde. Je pense que, plus qu'un bouc émissaire, le Mondial est devenu une sorte d'animal expiatoire. De fait, sous plusieurs aspects, ce « Coupe du monde bashing » ressemble à une longue cérémonie d'expiation collective des fautes de la FIFA et des décideurs brésiliens, où l'on sacrifie ce qui a de la valeur aux yeux de tous. Car on n'a pas nécessairement d'amour, d'affection ou de respect envers un bouc émissaire. En revanche l'animal, le symbole expiateur est aimé, fascine ; il n'indiffère guère. Ce mouvement d'opinion est comme une messe de repentir, dans laquelle fondamentalement est commémoré, tantôt déclamé ou psalmodié, ce que l'on aime : le football en tant que sport, en tant que lien social et en tant que projection, reflet et nectar de la nation brésilienne. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que, maintenant que le premier coup de sifflet va bientôt retentir, les brésiliens quittent leur posture de douleurs et revêtent leurs habits de lumière et de fête, c'est-à-dire mettent sur leur buste des vêtements aux couleurs de la Seleção qui sont aussi celles, bien sûr, du Brésil. Vous le constaterez aisément et chaque jour davantage : dans les rues de Rio, comme dans celle de tout le pays, les habitants marchent, bardés de vert et jaune. Plus ils le font, plus je doute qu'il puisse y avoir de grosses manifestations anti-FIFA ou contre les autorités brésiliennes, les jours de match aux abords des stades. Surtout les jours où la Seleção jouera.

La suite de cet entretien sera prochainement mise en ligne